



Présidence française

Le réseau EUPAN

Le Réseau européen des administrations publiques (European Union Public Administration Network, EUPAN) rassemble les ministères en charge des questions de fonction publique et de modernisation de l'Etat des 27 Etats membres de l'Union européenne. Il s'agit d'un réseau de coopération intergouvernementale dans lequel la Commission européenne a un statut d'observateur. Il permet aux responsables des administrations nationales d'édicter des résolutions et d'échanger des bonnes pratiques afin d'améliorer la qualité et l'efficacité des administrations de l'Union. Ce réseau EUPAN est constitué de quatre groupes d'experts : Gestion des Ressources Humaines (HRWG), Services Publics Innovants (IPSG), Administration électronique (eGov,) et un groupe dialogue social (SD) créé en 2008 pour une période expérimentale de deux ans.

Les Ministres responsables de l'administration publique décident des orientations stratégiques et arrêtent les mesures opérationnelles qui seront mises en œuvre sous l'autorité des directeurs généraux. **Les Directeurs généraux** fixent également des objectifs spécifiques pour le réseau et orientent les travaux des groupes d'experts sur la base des programmes de travail et des résolutions proposés par les groupes précités.

Les **réunions de la Troïka élargie** permettent d'assurer la continuité et la cohérence des différentes activités du réseau entre la Présidence en cours, les deux pays qui l'ont précédée et les deux qui succéderont.

Les groupes de travail :

Ressources humaines (HRWG)

Aborder les problématiques de gouvernance des Ressources humaines au sein de l'administration publique des 27 Etats membres. Exemples de thèmes traités : performance, transparence, éthique, intégrité.

Les études conduites sous Présidence française :

- Mesure de la performance de la fonction RH : vers un référentiel commun ?
- Les managers : management et conditions de travail de l'encadrement supérieur
- Dialogue social : les formes du dialogue social dans les administrations des Etats membres

Dialogue social (SD)

Ce groupe créé en 2008 pour une expérimentation de deux années a pour objet de favoriser le développement du dialogue social des administrations centrales au niveau européen (processus informel à l'heure actuelle). Conduit avec des méthodes de travail nouvelles, proches de celles d'un comité sectoriel de dialogue social, ce groupe rassemble les représentants des Etats et les représentants syndicaux européens. La France aura la responsabilité de l'évaluation à mi-parcours de cette expérimentation.

Les thèmes abordés sous Présidence française :

- Stress au travail
- Anticipation du changement

Services publics innovants (IPSG)

Ce groupe a pour objet d'améliorer les administrations publiques à tous les échelons nationaux en présentant des projets novateurs, des autoévaluations et des études comparatives de qualité. Mais aussi, son objectif est de développer des stratégies visant à assurer la satisfaction des clients, garantir la qualité des services publics, échanger des exemples de bonnes pratiques et améliorer les méthodes de travail.

Les thèmes abordés sous Présidence française :

- Gestion de la qualité : organisation de la 5ème Conférence Qualité qui aura lieu à Paris du 20 au 22 octobre 2008 et préparation de la 6ème Conférence qui se tiendra en 2010
- Développement du Cadre commun d'auto-évaluation des fonctions publiques
- Gestion de la satisfaction client : définition d'une approche européenne pour la gestion de la satisfaction client dans les administrations publiques

→ Sous l'égide du groupe des services publics innovants (IPSG)

Le groupe des experts du cadre commun d'auto-évaluation des fonctions publiques (CAF)

Développé sous la responsabilité des directeurs généraux de la fonction publique, le Cadre d'auto-évaluation des fonctions publiques (CAF) est un outil de *management par la qualité totale* inspiré du *modèle d'excellence* de la Fondation européenne pour le management par la qualité (EFQM) utilisé tant dans le secteur privé que le secteur public et du Modèle de l'Université des sciences administratives de Speyer (Allemagne) Le groupe d'experts a en charge l'évolution du produit et la coordination de sa mise en œuvre

Les thèmes abordés sous présidence française :

- Développement d'une procédure de feed-back externe et de labellisation

Administration électronique (eGov)

Elle est utilisée afin de moderniser les services publics et réduire le fardeau administratif pesant sur le citoyen. Le groupe de travail est censé contribuer à la mise en œuvre de la stratégie i2010 en faveur du développement des services publics en ligne. Il doit s'attacher à identifier et mettre en œuvre les instruments de coopération qui vont renforcer l'interopérabilité entre les administrations nationales. Il a également pour objet de faciliter l'échange des expériences et des bonnes pratiques entre ses membres. Enfin, sa vocation est de proposer des recommandations organisationnelles et techniques aux directeurs généraux, afin que ces derniers puissent mobiliser les ressources indispensables au développement de l'eGovernment au sein de l'UE.

Les thèmes abordés sous Présidence française :

Un des objectifs du groupe de travail eGov sous présidence française est de veiller à la mise en œuvre des actions décidées par les ministres à Lisbonne en 2007. L'accent sera mis plus particulièrement sur:

- L'interopérabilité transfrontalière des systèmes d'information des administrations de l'UE
- La poursuite des travaux engagés sur l'utilisation des Technologies de l'information et de la communication (TIC) pour réduire le fardeau administratif pesant sur le citoyen

Nous souhaitons également que la présidence française donne une forte impulsion, en étroite concertation avec la Commission et les Etats membres du Trio élargi, au processus d'élaboration de la future politique européenne d'e-government (2015).

Réseau des directeurs des instituts et écoles d'administration publique (DISPA)

Ce réseau vise à échanger des expériences en matière de formation continue, consultation et encadrement du personnel de la fonction publique. Il examine les possibilités de renforcer la coopération sur des standards et des contenus pédagogiques communs.

Les thèmes abordés sous Présidence française :

- Formation des hauts fonctionnaires : l'articulation formation initiale / formation continue
- Développer des outils pédagogiques pour former les hauts fonctionnaires à l'Europe
- Favoriser les formations conjointes de hauts fonctionnaires des Etats membres de l'UE

Evénement additionnel sous Présidence française : conférence avec les administrations de pays partenaires de l'UE (Conférence coopération internationale RH)

Pour la première fois, une conférence additionnelle rassemblera les administrations de pays tiers avec lesquels les Etats membres de l'UE et la Commission européenne mènent des programmes de coopération.

Cette conférence portera sur la formation dans les pays partenaires : rôle des écoles, instituts et réseaux de formation administrative. Elle permettra de mettre en avant les « pratiques innovantes » en matière de coopération internationale et constituera une contribution à la réflexion sur les nouveaux métiers et compétences de la coopération en particulier dans les domaines de la réforme de l'Etat et de la GRH.